

Mai 1967 en Guadeloupe : les troupes coloniales tiraient sur la population

Il y a cinquante ans les 26, 27 et 28 mai 1967, les gardes mobiles tiraient sur les travailleurs et la population dans les rues de Pointe-à-Pitre, faisant plusieurs dizaines de morts et de blessés. Une série de manifestations commémoratives ont lieu durant tout le mois de mai en Guadeloupe. Ce qui est entré dans l'histoire des Antilles sous le nom " Mai 67 " reste inconnu de très nombreux jeunes. D'où aussi la volonté de plusieurs organisations, personnalités et syndicats de donner plus d'ampleur cette année à ces manifestations.

Le 26 mai 1967, une foule se rassembla devant la Chambre de commerce de Pointe-à-Pitre, alors à proximité de la place de la Victoire. Parmi ces manifestants, on comptait de nombreux ouvriers du bâtiment en grève, qui réclamaient 2 % d'augmentation de salaire. Ils étaient venus soutenir leurs représentants syndicaux qui négociaient avec les patrons dans les locaux de la Chambre de commerce.

En grève déjà depuis plusieurs jours, les travailleurs étaient particulièrement excédés par l'arrogance et l'intransigeance patronales. Parmi les manifestants figuraient aussi quelques militants et sympathisants du GONG (Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe), première organisation indépendantiste et nationaliste de l'île.

Le bruit courut dans la population qu'un des patrons - ceux-ci étaient comme aujourd'hui quasiment tous des Blancs,- " békés " ou venant de France - aurait déclaré : " *Quand les nègres auront faim, ils céderont.* " Ces paroles ont-elles vraiment été prononcées ? Quoi qu'il en fût, vraie ou fausse, cette rumeur accrut l'exaspération.

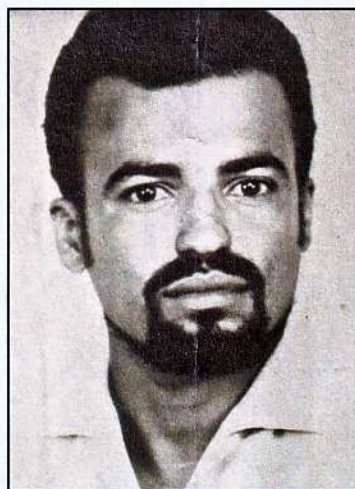


Une répression sanglante à Pointe-à-Pitre

Des conques de gros coquillages (les lambis) furent lancées sur les gardes mobiles, dont quelques-uns furent blessés. Puis, sans sommation, ceux-ci ouvrirent le feu. Le premier tué fut un militant connu du GONG, Jacques Nestor, touché odieusement dans le dos.

Immédiatement après, les gardes mobiles tirèrent dans toutes les directions, faisant morts et blessés.

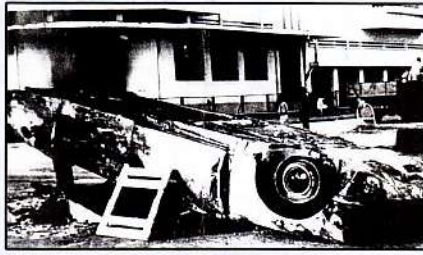
Ensuite, il en fut ainsi durant trois jours et trois nuits. Des groupes de manifestants se formèrent et prirent des armes : fusils ou coutelas. Plusieurs gardes mobiles furent aussi blessés grièvement. Certains manifestants tentèrent de dresser des barricades à la tombée de la nuit. Plusieurs furent blessés. Les nuits furent sanglantes.



Jacques Nestor premier tué de mai 67

Des corps furent ramassés criblés de balles. On se rendit compte que les gardes mobiles utilisaient des balles dum-dum, c'est-à-dire qui explosaient après pénétration. Les noms de Taret, Tidas restent encore dans les mémoires. Aimé Landre fut tué par les forces de répression en pleine veillée de Taret tué la veille. Solange Coudrieux, l'un des blessés les plus connus, professeur de gymnastique, eut la jambe arrachée et dut être amputé. Il témoigne encore aujourd'hui de ce qu'il a pu vivre.

Des dizaines de jeunes furent arrêtés, parfois tout simplement parce qu'ils avaient des pierres dans leurs poches. Certains furent condamnés à près d'un an de prison ferme, comme Guy Jean Baptiste, aujourd'hui militant nationaliste connu. Mais de nombreux anonymes, des jeunes des quartiers, connurent la prison.



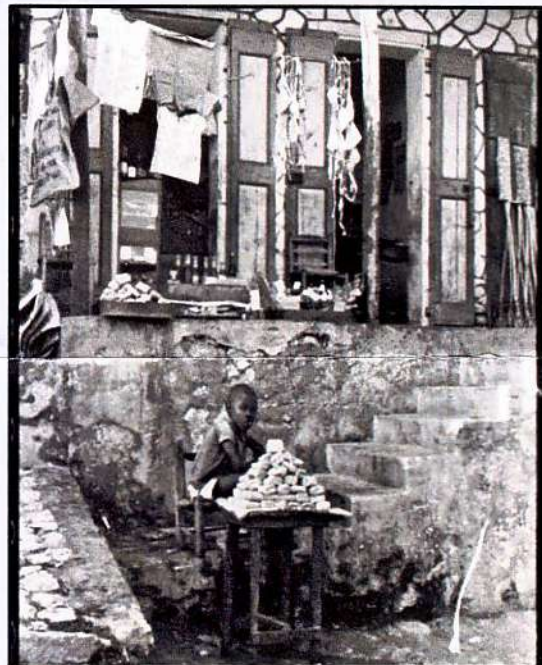
P-à-P en 1967

Le 27 mai, les lycéens du lycée de Baimbridge organisèrent une manifestation de protestation, du lycée jusqu'à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre. C'était particulièrement courageux. Les forces de l'ordre les mirent en joue sur la place de la Victoire. Ils n'ont pas tiré mais ont sauvagement matraqué les lycéens.

La situation explosive de 1967

La situation générale dans les Antilles de l'époque était une situation coloniale sans fard. Elle était très différente de la situation actuelle, le niveau de vie ayant maintenant augmenté, même si des séquelles coloniales subsistent, ainsi qu'un taux de chômage de plus de 30 %.

Mais à l'époque il n'y avait pas les mêmes allocations sociales, aides et minima sociaux existant en France, pour panser quelque peu les plaies de la misère. Des milliers de cases en bois ou en tôle, sans eau ni électricité, s'étaient un peu partout. Les salaires étaient misérables.



Quartier pauvre de P-à-P en 1960

Les travailleurs agricoles de la canne à sucre, qui constituaient la majorité des travailleurs, vivaient dans une misère à peine croyable aujourd'hui. Les maladies dues au manque d'hygiène et à la malnutrition, la mortalité infantile, faisaient rage.

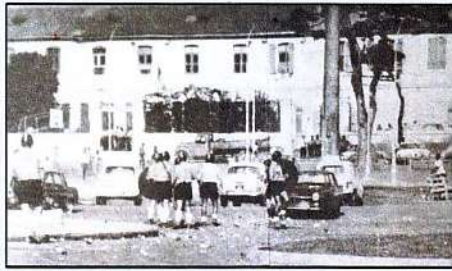


Tag de l'époque contre le Bumidom



Décasement à Pointe-à-Pitre

D'un autre côté les patrons blancs, ceux du sucre et les autres, montraient un racisme, une arrogance, une morgue sans les masques qu'ils se mettent aujourd'hui.

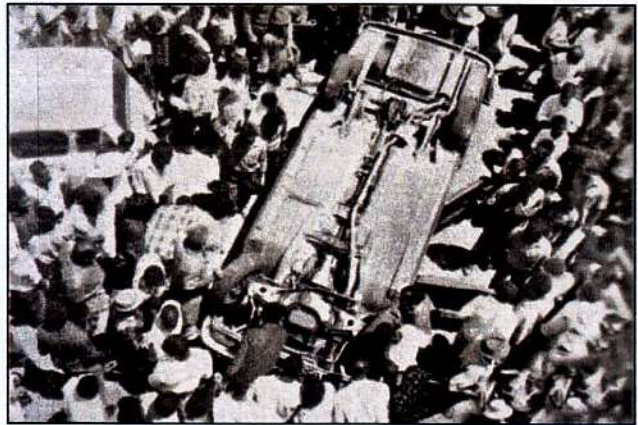


Il n'y avait pas aux postes de direction, dans la justice ou la police, les quelques Noirs que l'on voit aujourd'hui. Tous les dirigeants étaient blancs, face à une population noire et de couleur.

Les émeutes de mars 1967 à Basse-Terre

Pour mieux comprendre " Mai 67 ", il faut aussi savoir qu'en mars de la même année à Basse-Terre, dans l'autre partie de l'île, la population avait protesté contre l'attitude d'un raciste notoire du nom de Snsky.

Le 20 mars, ce dernier, dirigeant du magasin de chaussures " Sans pareil ", avait lâché son chien sur un ferreur de souliers handicapé dont la présence devant son magasin l'agaçait déjà depuis un certain temps. Celui-ci, qui s'appelait Balzinc et vit toujours, a témoigné une nouvelle fois récemment.



La colère en mars 1967

Furieux de l'attitude de Snsky, des jeunes s'en prirent à lui, puis attirèrent la population.

Le magasin du raciste fut mis à sac, brûlé, sa voiture jetée dans le port. Snsky ne dut son salut qu'à une fuite précipitée et à sa disparition définitive du pays. Pendant près de trois jours la population en colère affronta à coups de pierres les forces de police. Ces dernières ne firent pas usage alors de leurs armes à feu. Quelques jours après, une bombe explosa devant l'autre magasin de Snsky à Pointe-à-Pitre.

Les manifestations et la répression sanglante qui se produisirent en mai 1967 à Pointe-à-Pitre se plaçaient donc dans le contexte d'un climat social déjà lourd

Pour ceux du bâtiment, une victoire chèrement payée

Le patronat du bâtiment guadeloupéen, qui refusait l'augmentation de salaire de 2 % aux ouvriers qui manifestaient le 26 mai 1967, leur accorda finalement 25 % quelques jours après !

Il aura ainsi fallu des dizaines de morts et de blessés pour qu'il cède, au vu de l'explosion populaire



Les képis rouges en mai 67